

Athènes approuve de nouvelles mesures d'austérité

 abonnes.lemonde.fr/europe/article/2017/05/19/athenes-approuve-de-nouvelles-mesures-d-austerite_5130425_3214.html

Les députés grecs ont adopté jeudi soir des réformes – une baisse des pensions de retraite et des hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux d'Athènes – pour conclure un examen de suivi des réformes prévues par le plan d'aide et pour obtenir le déblocage d'une nouvelle tranche.

LE MONDE | 19.05.2017 à 11h24 | Par [Edouard Pflimlin](#) (avec AFP)

Le Parlement grec a adopté jeudi soir de nouvelles mesures d'austérité de près de 5 milliards d'euros, réclamées par les créanciers, UE et FMI, devant permettre le versement d'une nouvelle tranche de prêts internationaux au pays, qui espère aussi un allègement de sa dette.

Les principaux articles de la loi, qui comprennent de nouvelles coupes dans les retraites et des hausses des impôts, ont été approuvés par la faible majorité de la coalition gouvernementale, soit 153 députés de la gauche Syriza d'Alexis Tsipras et du petit parti souverainiste Anel. Sur 281 députés présents, 128 ont voté contre. Les 17 élus du parti néo-nazi Aube dorée n'ont pas participé au débat parlementaire car ils ont été exclus après qu'un de leurs députés a harcelé un député de droite lundi dans l'Assemblée. Quelques heures avant l'adoption de la loi et alors que le premier ministre, Alexis Tsipras, appelait les députés à voter en faveur de nouvelles mesures, de brefs incidents ont éclaté devant le Parlement. En marge d'une manifestation à l'appel des syndicats, un groupe des jeunes a lancé des cocktails Molotov contre des forces anti-émeutes, qui ont riposté par des gaz lacrymogènes.

Les nouvelles mesures de rigueur, prévoyant des économies de 4,9 milliards d'euros, doivent être appliquées après la fin du plan actuel d'aide (2015-2018), soit entre 2019 et 2021, dans le cadre du budget de moyen terme débattu depuis lundi au Parlement. La nouvelle loi comprend également des mesures de compensation pour les plus démunis, comme des aides sur les loyers et les médicaments. L'adoption de ces mesures est une condition pour le déblocage d'une tranche de 7 milliards d'euros de prêts internationaux, qui serviront notamment à rembourser 4 milliards d'euros à la BCE le 20 juillet et 2 milliards à des investisseurs privés. Alexis Tsipras espère que l'annonce du versement de la prochaine tranche de prêts sera décidée lors de la réunion des ministres des finances de la zone euro du 22 mai. Le gouvernement mise surtout à cette occasion sur des engagements clairs de ses partenaires en faveur de mesures facilitant pour la Grèce le remboursement de son énorme dette publique (179 % du PIB). « *Après sept ans de crise, nous espérons finalement avoir un accord global qui comprendra des mesures d'allègement de la dette* », a expliqué M. Tsipras à l'Assemblée. Avouant que les nouvelles mesures sont « *difficiles* », il a toutefois espéré qu'elles contribueraient « *à la stabilité du pays et la reprise* ». Son principal adversaire, Kyriakos Mitsotakis, chef du parti de l'opposition de la droite (Nouvelle Démocratie) l'a accusé « *de mentir* » et « *de tromper* » les Grecs et l'a appelé « *à démissionner* ». Alexis Tsipras avait promis avant son élection au pouvoir en janvier 2015 de ne pas poursuivre la politique de rigueur de ses prédécesseurs, conservateurs et socialistes. Toutefois, après un bras-de-fer avec la zone euro et la menace d'un défaut de paiement de son pays, il a été contraint de signer un troisième prêt international en juillet 2015 accompagné des mesures de rigueur. Alors que la Grèce est soumise à une austérité stricte depuis l'éclosion de la crise de la dette en 2010, elle peine toujours à sortir de la récession : le PIB s'est contracté de 0,5 % sur un an au premier trimestre, après une croissance zéro en 2016.